



# FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



Traduction

## DECLARATION

### LE GOUVERNEMENT RWANDAIS ATTISE LES MASSACRES AU BURUNDI

Suite à la tentative de Coup d'Etat du 21 Octobre 1993 au Burundi, au cours de laquelle le Président NDADAYI et certains autres hauts responsables du Gouvernement ont été tués, le Front Patriotique Rwandais s'est associé au peuple burundais et au reste de la Communauté Internationale pour condamner fermement le régime des partisans pour appeler à la restauration immédiate du gouvernement démocratique et pour rétablir la paix et la stabilité. Malheureusement, le Gouvernement Rwandais s'est associé avec une partie dévouée à la déstabilisation qui a initié la fin de la trêve actuelle et déclenché la vague de massacres d'innocents au Burundi. Par conséquent, nous sommes convaincus que le régime des partisans est le véritable responsable de la propagation du Gouvernement Burundais, sans oublier les efforts de ses soutiens.

Pour comprendre le rôle du Gouvernement Rwandais dans ces événements, il est important de noter que depuis le 21 Octobre 1993 (le jour de la prise de pouvoir d'Etat), une campagne persistante a été menée à l'égard du Rwanda, à la télévision nationale et dans les médias du pouvoir, alléguant l'implication du Front Patriotique Rwandais et en particulier de son Vice-Président dans le coup, et appelant le "peuple burundais à s'écarter de son parti" au Burundi et au Rwanda. Dans le but de semer la confusion dans les rangs du parti au pouvoir (FROUNTUBU), un "Gouvernement Burundais exilé" a été établi à Kigali. Parallèlement, le Président Habyarimana, qui s'est constamment opposé aux efforts régionaux, voire africains, pour résoudre la crise dans son propre pays, a pris le rôle de "fil" pour traverser une "botte régionale" à la tragédie burundaise.

Pour le Président Habyarimana et certains membres de son Gouvernement, que leur passé antidémocratique et leurs pratiques racistes aient été abandonnés dans le camp des partisans, le moment du coup d'Etat ne pouvait être plus opportun. Ils ont exploité les événements tragiques du Burundi pour susciter au FPR le rôle de "masson". A présent, ils s'efforcent d'instaurer et de consolider une jeune démocratie burundaise basée sur les principes démocratiques du Rwanda et du Burundi.

Par ces manœuvres, le Président Habyarimana et ses alliés espèrent créer un lien entre les émeutes raciales et les tensions communales des Burundais, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Rwanda, ils peuvent ainsi déstabiliser la promesse de paix au Burundi. Les extrémistes veulent freiner l'élan vers l'unité nationale et la démocratisation dans les deux pays.



# FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



Traduction

## DECLARATION

### LE GOUVERNEMENT RWANDAIS REJETE LES MASSACRES AU BURUNDI

Suite à la tentative de Coup d'Etat du 21 Octobre 1993 au Burundi, au cours de laquelle le Président NDADAYIRE et certains autres hauts responsables de l'Etat ont été tués, le Front Patriotique Rwandais s'est associé au peuple burundais et au reste du Commonwealth International pour condamner fermement et déplorer ces persécution perpétrées à la suite de la tentative immédiate du gouvernement burundais de restaurer la démocratie à la normale. Malheureusement, le Gouvernement Rwandais s'est vu obligé d'apporter son soutien militaire à la rébellion qui a coûté la vie de la moitié des habitants du pays de beaucoup d'innocents au Burundi. Devant ces terribles événements, nous déplorons les actes odieux de la propagande du Gouvernement Rwandais, qui portait les victimes de ces massacres.

Pour comprendre le rôle du Gouvernement Burundais dans ces massacres, il est important de noter que depuis le 21 Octobre 1993 (le jour de la tentative de coup d'Etat), une campagne persistante a été menée à Kigali Rwanda, à la télévision nationale et dans les médias du pouvoir, alléguant l'implication du Front Patriotique Rwandais et en particulier de son Vice-Président dans le coup, et appelant le "peuple à aller à l'extérieur pour la paix" au Burundi et au Rwanda. Dans le but de semer la confusion dans les rangs du parti au pouvoir (FROUNT) et "Gouvernement Burundais en exil" a été établi à Kigali. Parallèlement, le Président Ndayishimiye, qui n'est certainement opposé aux efforts régionaux, voire africains, pour résoudre la crise dans son propre pays, a pris le soin de "se joindre pour résoudre la crise régionale" à la tragédie burundaise.

Pour le Président Ndayishimiye et certains membres de son Gouvernement, qui ont prouvé leur engagement et leurs principes sociaux et politiques fondamentaux dans le camp des pacifistes. Le moment du coup d'Etat ne pouvait être plus opportun. Ils ont expliqué les événements politiques du Burundi pour expliquer au FPR le rôle de "massacre". A présent, ils s'efforcent d'établir et de consolider une paix durable, en encourageant toutes les tendances et les éléments anti-démocratiques du Rwanda et du Burundi.

Pour ces raisons, le Président Ndayishimiye et ses alliés espèrent que les poursuites des émeutes sociales et politiques dans les deux pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Rwanda, ils peuvent être décelés la présence de paix au Burundi. Les éléments extrémistes veulent freiner l'élan vers l'unité nationale et la démocratisation dans les deux pays.

C'est à la lumière de ce qui précède que le Front Patriotique Rwandais déclare ce qui suit:

1. Le Président Habyarimana et son gouvernement n'ont aucune crédibilité morale pour dénoncer les auteurs du coup, puisque lui-même a succédé au pouvoir à la faveur d'une conspiration et d'un coup d'état en 1973. C'est une feinte pour le Président et ses acolytes, dont le passé et le présent sont teintés de sang et de pratiques dictatoriales, que de prétendre donner des leçons à ceux dont la crédibilité en matière de démocratie est plus évidente. L'arme des auteurs du coup d'état, à savoir le recours à l'assassinat, est une pratique familière au régime de Kigali.

2. A la liste trop longue des innocents assassinés suite aux machinations du régime de Kigali dans le passé, s'ajoutent les réfugiés rwandais qui sont actuellement tués au Burundi, sans autre motif que d'avoir eu l'infortune d'être bannis de leur patrie depuis les 34 dernières années! Le Gouvernement Rwandais porte l'entière responsabilité de ces assassinats d'innocents citoyens rwandais.

3. Le FPR lance un appel au peuple rwandais pour sauvegarder le processus de paix. L'Accord de Paix d'Arusha constitue une pierre angulaire dans la lutte du peuple rwandais en vue d'établir l'unité nationale et la démocratie, en tant que deux objectifs interdépendants et indissociables. Les événements tragiques du Burundi devraient servir de leçon que l'unité nationale est la seule voie capable de nous permettre de porter plus haut la lutte contre ceux qui nourrissent des ambitions antidémocratiques. Quant au Gouvernement Rwandais, il doit sérieusement réaliser que dresser les populations les unes contre les autres constitue une flagrante violation de l'Accord de Paix d'Arusha et qu'elle doit cesser immédiatement.

4. Les dirigeants politiques et militaires du Burundi et, en définitive, l'ensemble de la Communauté Burundaise seraient tombés dans le piège des auteurs du coup et des politiciens réactionnaires si la situation dans tout le pays devait dégénérer en un chaos total, situation qui ouvre la voie dangereuse où les gens culminent vers l'auto-destruction collective. L'objectif de l'unité nationale et de la démocratisation devient plus urgent que jamais pour isoler et vaincre définitivement les éléments opposés au verdict du peuple burundais. L'approche sectaire disperse les énergies et affaiblit la lutte contre le coup regroupé autour des forces négatives. Par ailleurs, une médiation doit viser à faciliter l'émergence d'un consensus national dans le cadre de la paix et de la démocratie. C'est là le véritable fondement d'une paix durable et du développement.

5. L'Organisation de l'Unité Africaine, en collaboration avec le peuple burundais et les pays de la sous-région et d'Afrique en général, devrait élaborer et être le fer de lance d'une solution africaine à la situation au Burundi. Le règlement d'urgence devrait se concentrer sur les éléments suivants: ramener rapidement à la normale le fonctionnement des institutions gouvernementales dans un climat de sécurité; l'arrêt du carnage en cours dans les campagnes burundaises et l'assistance aux réfugiés burundais dans les pays voisins.

6. Nous lançons un appel à la Communauté Internationale pour qu'elle s'associe et appuie ces efforts. Nous demandons également à l'Organisation de l'Unité Africaine, les États membres et la Communauté Internationale dans son ensemble, d'exiger du Gouvernement Rwandais l'arrêt de toutes les activités, gestes et déclarations visant l'escalade de la tension et le massacre de la population burundaise et des réfugiés rwandais établis au Burundi.

Major Paul Kagame  
(sé)  
Vice-Président  
Front Patriotique Rwandais

3 Novembre 1993

Mulindi,  
Rwanda.

\* En annexe la liste de certains des réfugiés rwandais tués au Burundi.

1953 P.129

LISTE DE CERTAINS DES REPUBLICAINS RWANDAIS RECOUVRANT LEUR DROIT AU RUBUNDI.

COMMUNE MWUMBAI PROVINCE DE NGOZI

A. CENTRE DE KIZIBA:

I. Famille de NGARAMBE Francis

|                       |        |
|-----------------------|--------|
| 1. Ngarambe Francis   | 62 ans |
| 2. Muzirasoni Cecile  | 48 ans |
| 3. Mukangwije         | 48 ans |
| 4. Nyaboya Benoit     | 18 ans |
| 5. Karironsé Ngabo    | 18 ans |
| 6. Mupfisoni Diane    | 10 ans |
| 7. Ngarambe Jean Paul | 7 ans  |

II. Famille de Rutayisire Innocent

|                        |        |
|------------------------|--------|
| 1. Rutayisire Innocent | 40 ans |
| 2. Kabera Consolide    | 40 ans |
| 3. Rutayisire Jules    | 3 ans  |
| 4. Rutayisire Ariane   | 5 ans  |
| 5. Rutayisire Vianey   | 2 ans  |
| 6. Mukakarisa          | 17 ans |

III. Famille de Kamana Pierre Claver

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| 1. Kamana Pierre Claver | 35 ans |
| 2. Muhongorwa Chantal   | 25 ans |
| 3. Kayitesi Clarice     | 8 mois |
| 4. Mukagasana           | 15 ans |
| 5. Badege               | 14 ans |

IV. Famille de Rwagasana Charles

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| 1. Rwagasana Charles    | 40 ans |
| 2. Rwagasana Mamerthe   | 28 ans |
| 3. Rwagasana Alime      | 8 ans  |
| 4. Rwagasana Alimendine | 4 ans  |
| 5. Ngabire              | 2 ans  |
| 6. Mukankusi            | 15 ans |

## V. Famille de Muryampatsi Frederick

1. Muryampatsi Frederick 57 ans
2. Kamugerwa Agnes 25 ans
3. Nyinawinkima 75 ans
4. Kayirangwa Consolate 37 ans
5. Bisangwa Innocent 25 ans

## VI. Famille de Mukantaganda Theodosie

1. Mukantaganda Theodosie 48 ans
2. Uwingahire Perpetua 17 ans
3. Uwanyirigira Rose 12 ans
4. Uwayirigye Rosalie 9 ans
5. Mukanyirigira Vonasie 8 ans
6. Nyirigira Polcarp 4 ans
7. Mutijima Prosper 2 ans

## VII. Famille de Mukankusi Agnes

1. Mukankusi Agnes 30 ans
2. Rutagengwa J Baptiste 17 ans

## VIII. Famille de Mukarwego Scarpie

1. Mukarwego Scarpie 28 ans
2. Nwaza Emmanuel 38 ans
3. Karugwa Englebert 43 ans
4. Mutabazi 35 ans
5. Sindimutamba Denis 40 ans

**B. CENTRE BUYE**

## I. Famille de Sezisoni Frederic

1. Sezisoni Frederick 48 ans
2. Mukandahiro Jeanne 35 ans
3. Sezisoni Vovo 6 ans
4. Sezisoni Olive 1 an

## II. Famille de Nkerabigwi Antoine

1. Nkerabigwi Antoine 35 ans
2. Karambizi Celestin 57 ans

### III. Famille de Mukagashugi Jose

- |                       |        |
|-----------------------|--------|
| 1. Mukagashugi Jose   | 36 ans |
| 2. Ngoga              | 18 ans |
| 3. Uwimana Clémentine | 26 ans |

### IV. Famille de Uwimana Joseph

- |                   |        |
|-------------------|--------|
| 1. Uwimana Joseph | 39 ans |
| 2. Mukacyobashiro | 40 ans |

### V. Rwigamba Fidel

VI. 18 enfants dont les noms ne sont pas encore connus.

3 Novembre 1993